



PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

COPIE

Annecy, le 28 septembre 2018

Pôle Administratif des Installations Classées

RÉF : PAIC/CD

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté n°PAIC-2018-0088

Portant mise en demeure de la société Chablais Service Propreté à Allinges

VU le code de l'environnement et notamment le point I de l'article L.171-7,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de M. Pierre LAMBERT, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie,

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la demande déposée le 28 novembre 2005 par la société Chablais Service Propreté en vue d'être autorisée à exploiter un centre de tri, de transit et de traitement de déchets non dangereux en zone industrielle de Mésinges sur la commune d'Allinges,

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-2876 du 7 décembre 2006 autorisant la société Chablais Service Propreté à exploiter un centre de tri et de transit de déchets non dangereux ainsi qu'une unité de broyage de bois en zone industrielle de Mésinges sur la commune d'Allinges,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 30 août 2018, faisant suite à l'inspection du 17 août 2018,

VU la lettre de l'inspection des installations classées du 3 septembre 2018 engageant la procédure contradictoire réglementaire,

CONSIDERANT que les activités de transit de déchets non dangereux de l'établissement d'Allinges de la société Chablais Service Propreté visées par la rubrique 2716 sont soumises au régime de l'enregistrement et qu'elles ne font l'objet d'aucun arrêté d'enregistrement,

CONSIDERANT que les activités de transit de déchets non dangereux de l'établissement d'Allinges de la société Chablais Service Propreté visées par la rubrique 2714 sont soumises au régime de la déclaration et qu'elles n'ont pas fait l'objet d'une procédure déclaration,

CONSIDERANT que les conditions d'exploitation de l'établissement d'Allinges de la société Chablais Service Propreté ont été modifiées de façon substantielle depuis la demande d'autorisation déposée le 28 novembre 2005,

SUR la proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture,

A R R E T E

Article 1^{er}

La société Chablais Service Propreté, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est établi au 166 chemin du Moulin Favre, Gros Perrier, 74 890 Brenthonne est mise en demeure de régulariser la situation administrative des installations exploitées dans son établissement situé zone industrielle de Mésinges sur la commune d'Allinges en :

- déposant un dossier d'enregistrement concernant les activités de transit de déchets correspondant à la rubrique 2716-1, dans les formes prévues par les articles R.512-46-1 à R.512-46-7 du code de l'environnement,
- déclarant les activités correspondant à la rubrique 2714-2, dans les formes prévues par les articles R.512-47 du code de l'environnement,

sous un délai de trois mois.

Article 2

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1^{er} ne seraient pas satisfaites dans le délai imparti par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Article 3

Le présent arrêté sera notifié à la société Chablais Service Propreté.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Article 4

Madame la Secrétaire Générale de la préfecture et Madame la Directrice Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire d'Allinges.

Pour le Préfet,
La secrétaire générale,


Florence GOUACHE

